

Dans ce numéro

- En 2017, il faut aller plus loin, par la lutte, par la grève !
- 2017, groupons nous et demain ..
- Redonnons la voix au mouvement social
- Non à l'état d'urgence permanent !
- Combien de femmes devront mourir pour éveiller les consciences ?
- Pour Solidaires, la lutte antifasciste est une nécessité
- LGV Lyon-Turin
- La grande braderie a commencé
- 20 ans de plan social à la SNCF
- Souriez, vous êtes enregistrés
- Lutttes citoyennes, une solution d'avenir

En 2017, il faut aller plus loin, Par la lutte, par la grève !



(Crédits Photo : Solidaires)

2016 a ouvert les yeux à des millions de personnes en France, quant aux intentions des profiteurs de revenir sur les acquis fondateurs de la protection sociale, du Code du Travail et sur tout ce qui leur permet d'avoir la main mise sur les ressources économiques.

2016, s'est forgée au rythme des luttes contre la loi Travail et des rapports de force dénonçant les logiques libérales, rassemblant actifs et inactifs, générations actuelles et futures, réclamant une autre répartition des richesses, le renforcement de la solidarité nationale.

2016 c'est aussi l'année de victoires dans le monde, notamment des femmes en Pologne et en Argentine, des résistances historiques (Notre Dame des Landes), des luttes en cours (projet Lyon - Turin, casse de la SNCF et du système ferroviaire, salaires, pensions, conditions de travail...)

2016, c'est aussi une année de prise de conscience de l'accroissement des conséquences de la crise internationale du système capitaliste pour les travailleurs et de la

montée du fascisme qui pointe en bouc-émissaire les minorités.

Avec l'accord d'entreprise, nous devons agir, sinon la situation ne fera que de se dégrader

Les dernières annonces budgétaires pour les EPIC Mobilités, Réseau, de tête, s'inscrivent pleinement dans cette logique capitaliste et préfigurent d'ores et déjà un véritable plan social et sociétal

pour 2017, avec des suppressions d'emplois en masse, le transfert des cheminots dans les filiales, la fermeture de lignes dites non rentables ou remplacées par des autocars, la suppression des trains de nuit, de TET, l'externalisation de la maintenance et des travaux...

Nous avons raison de dénoncer la convention collective et l'accord d'entreprise

Contrairement aux propos tenus par l'Etat et la SNCF en juin pour mettre fin à la grève, (qui à tout moment pouvait s'embraser avec une convergence des luttes, à laquelle SUD-Rail appelait depuis le début de la grève reconductible) les suites données à la mise en place de la convention collective ferroviaire et à l'accord d'entreprise confirment également la volonté de revoir les conditions de travail à la baisse, et de confronter les salariés de la branche ferroviaire à un dumping social encore plus rude.

Forfait-jours, casse des métiers, passage d'une partie des ASCT au Titre 2, généralisation des dérogations, révisions des RH0677, 0073 et 0657, suppression d'emplois, gel des salaires, transfert des cheminots, glissement de Gare & Connexions hors SNCF Mobilités, sont autant d'étapes que nos dirigeants n'ont pas pu conclure en juin dernier pendant la grève et veulent faire avancer en cette fin d'année.

Face aux enjeux, la Fédération SUD-Rail a proposé à la fédération CGT, le dépôt d'une DCI et de préparer ensemble les conditions pour stopper ces attaques patronales. La CGT a renvoyé dans un premier temps sa réponse dans le cadre de l'interfédérale réunissant les 4 organisations (SUD-Rail, CGT, UNSA et CFDT).

Sans surprise, les OS patronales ayant

2016, un mouvement historique, démocratique qui a bénéficié d'un soutien des 2/3 de l'opinion public.

signé l'accord d'entreprise sont restées sur leurs positions et précisées que dans le cadre de la commission examinant les dérogations, elles en avaient déjà validées...

Cette nouvelle trahison des syndicats de collaboration n'a pas suffi pour que la CGT veuille s'inscrire immédiatement dans la démarche que nous lui avions proposée ! Début janvier, à 2 semaines de son congrès, la fédération CGT nous a rappelé pour s'associer à notre démarche dans le cadre d'une DCI unitaire CGT, SUD-Rail.

Les signaux lancés par la direction sur l'avenir des métiers, la réglementation, le temps de travail, la dérégulation, le désengagement de l'Etat, sont pourtant visibles de toute part et ne bernent plus personne, en particulier les cheminot-es qui en subissent ou en subiront rapidement les conséquences.

Pour SUD-Rail, hors de question de s'aplatir, il faut au contraire gagner le soulèvement de tous et toutes pour faire barrage à leurs projets qui préparent, par l'arrivée de la concurrence et de la privatisation, la fin de la SNCF.

A bas le capitalisme !

Vive SUD-Rail !

Nous vous souhaitons une bonne année 2017 ainsi qu'à vos proches, riche en luttes et en victoires sociales !

« En 2016, nous avons bâti les fondations pour faire reculer gouvernement et patrons. En 2017, il faut aller plus loin, par la lutte, par la grève. »

2017 : groupons-nous et demain...



www.laboursolidarity.org

International trade union network of solidarity and struggle

Réseau syndical international de solidarité et de luttes

Rede Sindical Internacional de solidariedade e de lutas

Red sindical internacional de solidaridad y de luchas

Rete sindacale internazionale di solidarietà e di lotta

الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال

www.laboursolidarity.org



L'année ferroviaire 2016 a été marquée par un nombre important d'accidents, partout dans le monde. Pour ne citer que ceux ayant provoqué la mort de plusieurs personnes : 12 morts en Allemagne le 9 février, 3 morts en Belgique le 5 juin, 22 morts en Italie le 12 juillet, 3 morts en Espagne le 9 septembre, 79 morts au Cameroun le 21 octobre, 7 morts en Grande-Bretagne le 9 novembre, 149 morts en Inde le 20 novembre, 44 morts en Iran le 25 novembre, 8 morts en Bulgarie le 10 décembre. Ces accidents ont occasionnés des milliers de blessés, souvent gravement touchés. Il faut y ajouter de très nombreux autres accidents qui, sans être mortels, n'en ont pas moins provoqués un nombre de blessés au total très important. S'y ajoutent les cheminots et cheminotes morts du travail :

seul ; les syndicalistes belges de la CGSP/FGTB ont mené de nombreuses grèves en 2016, souvent unitaires, pour défendre le service public, l'emploi, les retraites. En Italie, les syndicats de base ORSA, CUB et USB ont organisé plusieurs grèves dans les différentes entreprises ferroviaires aujourd'hui présentes dans ce pays, notamment pour revendiquer des conventions collectives meilleures que celles imposées par le patronat et acceptées par certaines confédérations syndicales. En Corée, nos camarades de KPTU/KCTU ont mené des grèves dures et longues, résistant à une intense répression. Une répression qui touche aussi nos camarades de CSP-Conlutas au Brésil, avec par exemple, la bataille menée depuis deux ans et demi pour la réintégration des grévistes du métro de Sao Paulo. Dans l'Etat espagnol, la sécurité et la défense du service public sont au cœur des actions menées par le SFF/CGT et le SF/Intersindical, ainsi que par LAB au Pays basque. Nos camarades de SYTRAL/UNMT au Mali, de SUTRail/CNTS-FC et du SYNAPT/INTS au Sénégal, montrent aussi que c'est par les luttes et notamment la grève que l'on obtient des acquis et que l'on peut faire reculer les gouvernements, y compris sur des processus de privatisation. Tandis que l'UGTT-Cheminots maintient la pression sur la direction des chemins de fer tunisiens, des grèves éclatent en Algérie en dehors du syndicat unique, à la solde du pouvoir ; au Maroc, les militants de l'ODR/ODT poursuivent le combat pour le respect des libertés syndicales et l'amélioration des conditions de vie des cheminots et cheminotes. La liste pourrait être bien plus longue. En Turquie, les membres de BTS/KESK poursuivent les luttes dans des conditions particulièrement difficiles.

Ce qu'il faut en retenir, c'est qu'il existe au plan international des forces syndicales qui organisent les luttes, qui revendiquent, proposent et agissent en toute autonomie, qui construisent la nécessaire rupture avec le système politico-économique qui régit nos sociétés et s'appelle le capitalisme. C'est vrai dans le secteur ferroviaire, mais aussi ailleurs.

C'est aussi cela que combattent les travailleurs et travailleuses du rail qui luttent partout dans le monde, pour la sécurité et la protection de la santé. Mais nos luttes se rejoignent sur bien d'autres sujets ; elles prennent des formes multiples, adaptées à chaque réalité ; la grève est notre meilleure arme. C'est pour cela que les cheminots et cheminotes ont été parmi les professions qui se sont le plus vivement et efficacement opposés à la remise en cause du droit de grève ; c'est par la grève que nos camarades britanniques de RMT ont fait reculer des compagnies privées qui voulaient systématiser l'équipement des trains à agent

Nous le faisons à travers les Réseaux



syndicaux interprofessionnels et sectoriels que nous avons largement contribué à créer et que nous devons aujourd'hui développer. Nous ne rejetons ni les organisations membres de la CES mais critiques sur ses insuffisances, ni celles adhérentes à la FSM, bien que nous ne saurions cautionner le soutien de cette organisation aux régimes syriens ou iraniens par exemple. Notre volonté est de construire ensemble, sur des bases claires, sans concession sur les principes essentiels mais en recherchant le consensus qui fait avancer. En 2017, nous devons nous atteler encore à cette tâche. Cela suppose de poursuivre l'engagement militant dans la construction et le développement du Réseau Rail Sans Frontière et du Réseau Syndical International de Solidarité et de Luites. Et puis, il y a aussi ce que nous avons mis en avant lors du congrès fédéral, à travers l'atelier international :

- Organiser une **journée d'information/formation sur l'activité internationale** de SUD-Rail (et Solidaires), afin de collectiviser les connaissances et la prise en charge au sein de notre organisation.
- Reprendre l'organisation de **tournees syndicales internationales dans les services**.
- Publier des **tracts « concrets »**, y compris par métiers, ce qui suppose de relancer le travail international dans certaines catégories ; nous ne pourrions pas tout faire, il faudra prioriser certains secteurs.
- **Renforcer la commission internationale de l'Union syndicale Solidaires** pour mieux faire le lien entre nos activités internationales professionnelles et interprofessionnelles. Dans ce cadre également, rechercher des volontaires pour étoffer le groupe assurant les travaux de traduction pour Solidaires (et donc SUD-Rail).
- Organiser la venue de militants et militantes d'autres pays dans les

syndicats.

- Développer le **travail frontalier** ; dans un premier temps, nous pourrions prioriser ce qui se fait déjà sur les régions de Genève et Chambéry.
- Prendre en charge, via le Comité d'Entreprise Européen, mais pas seulement, la **question des filiales des entreprises publiques de nos différents pays** qui sont utilisées pour privatiser ailleurs.
- Planifier une **rencontre avec les responsables du secteur Transport de la Fédération Syndicale Mondiale**, pour échanger sur nos engagements internationaux respectifs (FSM, Réseau Syndical International de Solidarité et de Luites) et le travail commun possible.
- Organiser des **délégations lors de grèves** dans d'autres pays.

C'était il y a déjà plus de trois mois, fin septembre. Ne tardons pas... Il ne s'agit pas de tout faire, tout de suite et tout le temps, mais de définir un plan de travail, des moyens, des engagements et de s'y tenir. Il est toujours possible de ne pas prendre en charge ces questions, de se limiter à un syndicalisme catégoriel, localiste ou national. Il y a plein de justificatifs possibles à un tel choix ; qui est d'ailleurs respectable, mais c'est celui d'un syndicalisme qui renonce à changer la société et se contente de continuer à exister pour lui-même. Ce n'est pas le syndicalisme de SUD-Rail et de l'Union syndicale Solidaires.

Il existe au plan international des forces syndicales qui organisent les luttes, qui revendiquent, proposent et agissent en toute autonomie, qui construisent la nécessaire rupture avec le système politico-économique qui régit nos sociétés et s'appelle le capitalisme.



Redonnons de la voix au mouvement social

La loi Travail, la loi ferroviaire, les nouvelles réglementations à la SNCF et dans le secteur ferroviaire, sont révélatrices des logiques néolibérales, qui touchent les salariés dans leurs conditions de vie et de travail et les appauvrissent ; elles sont sans limite et ont pour but d'augmenter les profits des capitalistes.

La loi Travail, la loi ferroviaire, les nouvelles réglementations à la SNCF et dans le secteur ferroviaire, sont révélatrices des logiques néolibérales, qui touchent les salariés dans leurs conditions de vie et de travail et les appauvrissent ; elles sont sans limite et ont pour but d'augmenter les profits des capitalistes.

Passons à l'action pour imposer nos revendications :

- Un statut des salariés de haut niveau. (Dans le ferroviaire un même statut, une même réglementation basée sur celle que nous avons défendu en juin 2016 et pouvant être

améliorée).

- Le partage du temps de travail, la semaine de 32 heures en 4 jours sans perte de salaire, compensée par des recrutements.
- La mise en place d'une politique de formation professionnelle tout au long de la vie sur le temps de travail.
- Créer immédiatement des emplois pour répondre aux besoins essentiels en matière de transport, santé, éducation, protection sociale, logement, environnement...
- Imposer l'égalité des droits en instaurant des sanctions financières aux employeurs ne respectant pas l'égalité des droits aux différents métiers ou abusant du temps partiel.
 - Supprimer les facilités légales permettant aux entreprises de ne pas respecter le minimum légal de 6% d'embauche de personnes handicapées.
 - Le SMIC à 1700 euros et un rattrapage des pertes de pouvoir d'achat, par une augmentation de 400 euros. Des augmentations en sommes uniformes.
 - Etendre les droits des élus DP et CHSCT sur le contrôle des heures travaillées, sur l'égalité professionnelle, sur les questions écologiques, sur les accidents du travail, les maladies professionnelles...en

Refusons de payer leurs profits !

Ils veulent ... Pour augmenter leurs profits

Allonger la durée du travail,

Démanteler les systèmes de protection sociale,

Imposer la mobilité,

Mettre en concurrence les travailleurs les uns contre les autres, pour faire baisser les salaires,

Abaisser les droits des chômeurs,

Retraites : Substituer la répartition par la capitalisation,

Baisser les impôts pour les plus riches,

S'octroyer des cadeaux fiscaux sous prétexte de relancer la croissance,

Déroger aux règles en matière d'organisation et de temps de travail (dérogations, fin des 35 heures...),

Baisser les salaires ,

Licencier plus facilement.

rendant moins opaque et complexe les procédures.

- Agir contre toutes les discriminations par la mise en place d'actions de formation et de sensibilisation à tous les niveaux.

Concernant la protection sociale :

- supprimer toutes les mesures qui tendent à la sélection et à l'exclusion !
- Versement d'allocations dès le premier enfant, retour aux 37,5 ans de cotisation pour une retraite à taux plein et suppression immédiate des effets des contre-réformes de

retraites,

- gommer toutes les inégalités entre les hommes et les femmes en matière de retraite,
- prise en compte des nouvelles formes d'unions.
- Refuser toutes les logiques de privatisation de ce qui relève de l'intérêt général et engendre un accroissement des inégalités dans l'accès aux services publics. SUD-Rail et Solidaires revendique le maintien et l'extension de services publics vecteurs de correction des inégalités.
- Refuser les partenariats publics pri-

vé qui consiste à faire financer par l'argent public des bénéfices ensuite confisqués par les actionnaires d'entreprises privées. La gestion des infrastructures ferroviaires est un service public qui ne peut être assuré que par des entreprises publiques.

- Aller vers une autre politique en matière d'immigration ne restreignant pas les droits en matière de circulation et d'accès au travail.
- Adopter une autre répartition des richesses et un système fiscal plus juste, tenant compte des ressources contributives de chacun.



Non à l'état d'urgence permanent !

Le 14 novembre 2015, le gouvernement décrétait l'état d'urgence. Depuis, il a été prolongé à 4 reprises, et le sera vraisemblablement encore jusqu'aux élections de mai prochain. Face à l'angoisse compréhensible d'une majorité de la population suite aux monstrueux attentats de janvier et novembre 2015, l'essentiel des mesures gouvernementales n'apporte aucune réponse efficace. En revanche, ces mesures portent gravement atteinte aux libertés, à la séparation des pouvoirs, et introduisent insidieusement un changement de régime politique avec une forme d'état d'urgence permanent, s'alignant ainsi sur la politique menée aux États Unis après le 11 septembre 2001.

Présentées au début comme des mesures applicables aux seuls actes terroristes, les mesures prises se sont vite avérées avoir une implication plus large et provoquer des dérives sécuritaires inacceptables, sans rapport avec la lutte anti-terroriste, et donnant tout pouvoir au ministre de l'Intérieur et aux préfets. Comment ne pas faire le lien aussi avec des mesures de répression démesurées à l'encontre de militants syndicaux à Air France ou à Goodyear, ou la violence dont ont été victimes des milliers de manifestant-es contre la loi « travail » ?

La logique répressive ouvre des portes sans fin.

Depuis plusieurs années, les gouvernements successifs ont empilé les lois sécuritaires, dépossédé les contre-pouvoirs judiciaires du nécessaire contrôle, en amont, du respect des libertés collectives et individuelles. Le nouveau contexte donne lieu à une surenchère sécuritaire à gauche comme à droite, permettant au FN d'en demander toujours plus dans sa logique politique nauséabonde de l'amalgame raciste et d'un état autoritaire.

L'état d'urgence (loi née en 1955 lors de la guerre d'Algérie et récemment modifiée), instrument très temporaire pour faire face à un danger grave et imminent, a permis des centaines d'assignations à résidence. Or, beaucoup se sont avérées sans fondement, et se sont traduites pour certaines personnes par la perte de leur emploi, par des manifestations de rue pacifiques interdites, par des gardes à vue et des perquisitions de nuit arbitraires...

Personne ne nie l'importance de protéger la population d'attentats terroristes, mais nous sommes de plus en plus nombreux, juristes, syndicalistes, associatifs, citoyen-nes, à alerter sur la démagogie sécuritaire de certaines me-

sures inefficaces, inutiles, et remettant en cause nos libertés fondamentales.

Il faut donner tous les moyens humains et matériels aux services publics en charge de la protection des citoyen-nes. Il est urgent de changer radicalement de politique économique et sociale en faveur du plus grand nombre, de réaffirmer le droit du sol contre le droit du sang, de respecter la liberté d'expression et de manifestations, et d'en finir avec la logique guerrière au-delà des frontières.

Nous exigeons la levée immédiate de l'état d'urgence ! Nous nous battons pour les libertés publiques et l'égalité, contre tous les actes et politiques racistes, la répression et la stigmatisation des militant-es des mouvements sociaux, des migrant-es, des musulman-es ou supposé-es l'être, des quartiers populaires.

Loi Travail

La mobilisation contre la Loi travail aura bien marqué un tournant dans notre pays, celui d'une régression pour les libertés fondamentales et notamment celle de manifester, avec un « maintien de l'ordre » sans précédent : L'usage des flash-balls, l'utilisation intensive des « grenades de désencerclement », les tirs tendus de grenades, les charges et les interpellations ultraviolentes, les gazages à bout portant, les matraquages de personnes arrêtées ont été abondamment filmés. Le passage des manifestant-es, les « petites humiliations », les fouilles et la confiscation des équipements de protections individuelles ou de drapeaux, les « interdictions de manifester » signifiées à plusieurs centaines de personnes, sont certes moins spectaculaires mais tout aussi inacceptables. Les organisations, les cortèges, les véhicules et même les locaux syndicaux n'ont pas été épargnés, que ce soit le local de la CNT à Lille envahi par la police ou la camionnette de Solidaires 13 victime d'un tir de grenade. Un pas symbolique a même été franchi avec la volonté gouvernementale de vouloir interdire la manifestation du 23 juin à Paris (même si d'autres ont été interdites les semaines précédentes, notamment en Bretagne, et que l'Etat d'urgence avait déjà permis d'interdire celles liées à la Cop 21), puis dans la façon dont la préfecture et le gouvernement ont permis qu'elle se déroule. Et le 15 septembre dernier, lors de la dernière manifestation contre cette loi, Laurent Théron, camarade de Sud AHP, perdait l'usage de son œil.

Comme l'a montré le sociologue Mathieu Rigouste, la police est intervenue au cœur des villes et dans les manifestations comme elle se comporte habituellement dans les quartiers populaires, brisant un peu plus le mythe d'une police au service de la population, et il ne reste plus guère qu'un ex chanteur alcoolique pour avoir envie d'embrasser un flic.

Combien de femmes devront mourir pour éveiller les consciences ?

Nous vivons actuellement, dans le monde et en France, une montée en puissance des idées réactionnaires avec qui des principes d'égalité sont remis en question. Parmi eux, les droits des femmes arrachés par la lutte. Face aux lois abjectes, que tentent d'imposer les réactionnaires, le mouvement féministe a réagi avec force en Espagne, en Pologne en faveur du droit à l'avortement et récemment en Argentine contre les féminicides.

Le droit de chaque femme à disposer librement de son corps, fruit d'un long combat, n'est jamais venu de la volonté des gouvernants, mais d'une lutte de longue haleine avec les femmes au premier rang. La grève des polonaises, en faveur du droit à l'avortement, celle des Argentines contre les violences faites aux femmes, doit nous guider dans ce qu'il faut mettre en œuvre pour barer la route aux attaques menées par les tenants d'ordres religieux, moraux, réactionnaires, et gagner l'égalité des droits entre les hommes et les femmes partout dans le monde.

En Argentine 226 femmes sont mortes en 2016 de violences (chiffres ONG). Lucía Pérez, lycéenne de 16 ans, a été violée, torturée et assassinée à Mar del Plata. Le meurtre, d'une violence insoutenable, a choqué le pays. Les membres du collectif Ni Una Menos ont organisé une action le 19 octobre dernier, leur cinquième de l'année. Ce collectif de journalistes, écrivaines et activistes avait déjà fait descendre près de 200 000 personnes dans les rues de Buenos Aires en juin 2015 pour dénoncer la violence subie par les Argentines.

Le 19 octobre, des manifestations de solidarité ont eu lieu en Espagne, au Chili, au Mexique, en Uruguay ou en France devant l'ambassade d'Argentine.



**MERCREDI NOIR
LE 19 OCTOBRE 2016
EN ARGENTINE.**

Des centaines de milliers de femmes étaient en grève et dans les manifestations

Partout, dans les usines, les bureaux, à l'école, à l'hôpital, dans les commerces, dans les presses, chez les particuliers, les femmes ont cessé le travail pour revendiquer le droit d'exister. Elles ont choisi de le faire par la grève afin de montrer que le monde ne peut tourner sans le travail des femmes, qu'il soit rémunéré ou pas. Combien de femmes devront encore mourir pour qu'il n'y ait plus d'inégalité de droits entre les femmes et les hommes ! Quel est le prix de l'émancipation ?



Sakine Cansiz (Sara), cofondatrice du PKK, Fidan Dogan (Rojbin), représentante du Congrès National du Kurdistan, basée à Bruxelles et Leyla Saylemez (Ronahi), membre du mouvement de la jeunesse kurde ont été assassinés il y a 3 ans. Le fait que ce crime politique, se soit déroulé sur le sol Français ne peut être déconnecté de la collaboration de l'état avec les régimes répressifs. Les crimes politiques ne s'arrêtent pas là. En 1988, la militante sud-africaine anti-apartheid Dulcie September a été assassinée en plein Paris. 23 ans auparavant, en 1965, l'opposant

SUD-Rail et Solidaires appellent à amplifier et fortifier l'organisation du mouvement féministe. L'émancipation des femmes ne viendra pas de la bonne volonté des États, qui au contraire voudraient encore leur imposer un modèle. Les espagnoles, les polonaises, les argentines ont montré la voie à prendre pour stopper toutes les formes de violences faites aux femmes, et gagner une réelle égalité des droits.



Appel à un 8 mars de lutte pour l'égalité femmes/hommes au travail et dans la vie !

**Au travail
Les retraites
Les « tâches » domestiques
Les violences faites aux femmes**

En 2016, l'égalité n'est toujours pas là : il y a encore des combats à mener

« Grève des femmes » le 8 mars 2016, Journée internationale de LUTTES pour le droit des FEMMES ! Retrouver nos affiches, autocollants, tracts et Vidéo sur <https://solidaires.org/8-mars-Toutes-et-tous-pour-les-droits-des-femmes>

Pour Solidaires, la lutte antifasciste est une nécessité !

Solidaires contre le fascisme : comment ?

Que doit porter notre union syndicale afin de combattre une extrême-droite protéiforme, dont le FN capitalise électoralement les voix ? À notre sens, cela ne peut être qu'en pratiquant un **antifascisme radical** (dans le sens premier qui est de s'attaquer aux causes d'un mal, plutôt qu'à ses symptômes), **pragmatique** (ce qui implique une continuité entre les fins et les moyens) et enfin un antifascisme **de masse** c'est-à-dire qui soit le fait de l'ensemble de la population et en premier lieu du monde du travail.

Solidaires en action dans les ripostes unitaires

Depuis l'assassinat en juin 2013 de notre jeune camarade Clément Méric, les violences d'extrême droite racistes, sexistes, homophobes et contre les antifascistes n'ont pas cessé. Mais les réseaux antifascistes se sont réactivés et l'implication des militant-e-s Solidaires, dans ce combat, est importante.

Solidaires est fortement impliqué, depuis 20 ans, dans l'association Vigilances et Initiatives Syndicales Antifascistes (VISA) qui a édité en septembre 2016 un nouvel argumentaire « face au FN et à toute l'extrême droite – réponses & ripostes syndicales ». De nombreuses interventions et formations VISA ont impliqué des syndicats de Solidaires en 2016.

Solidaires est également impliqué dans le réseau « Clément », constitué dans les jours qui ont suivi l'assassinat de notre camarade et qui fait le lien entre les 80 organisations (collectifs antifascistes, syndicats, associations, organisations politiques) qui avaient appelé aux manifestations des 22 et 23 juin 2013. Le réseau « Clément » sert surtout d'outil d'échange d'information sur l'actualité de l'extrême-droite, les argumentaires et les ripostes antifascistes à travers une lettre d'information régulière « Le fascisme tue, ensemble combattons-le », rédigée par Solidaires, qui

permet d'informer et de faire échanger ensemble des structures aux histoires et modes d'interventions différents.

Solidaires est évidemment fortement présente dans la campagne unitaire contre l'extrême droite, ses idées et ses pratiques, initiée le 29 janvier 2014 à Paris. Depuis, cette campagne se décline au plan local et régional, notamment par une cinquantaine de formations et d'initiatives publiques. Après les rencontres fortement symboliques à Béziers et à proximité d'Hayange en 2015, la prochaine rencontre est prévue dans le Pas de Calais le 28 février 2017.

Le travail antifasciste de l'Union syndicale Solidaires

Au-delà de ces ripostes unitaires, nous pensons que la riposte du syndicalisme face à la diffusion des thèses de l'extrême droite passe par plusieurs niveaux. En interne, il y a un véritable enjeu de formation et d'information pour les organisations syndicales. C'est dans

la même logique que s'est mis en place un groupe de travail « Ripostes syndicales face à l'extrême droite » au sein de Solidaires. Ce groupe a produit en 2015 et 2016 plusieurs fiches pratiques (contre les théories du complot, le « grand remplacement », des bibliographies) et une lettre régulière du groupe de travail (tous ces documents sont sur le site www.solidaires.org).auprès des salarié-es, nous devons affirmer, sans concession, notre antifascisme et notre antiracisme, parce qu'il est partie intégrante de notre identité et de notre projet syndical. Nous réaffirmons que tout racisme ou toute discrimination est inacceptable, puisqu'elle vise à diviser et détourner des vraies questions. Notre riposte se veut globale contre tous les racismes et contre tous les fascismes. Notre activité internationaliste est essentielle. Au plan international aussi, l'antifascisme est parti intégrante de notre syndicalisme !

Il ne s'agit pas de proclamer un « antifascisme moral » (qui n'aurait, par ail-

leurs, rien de déshonorant), mais bien d'expliquer et démontrer que le FN est un parti de bourgeois, au service du capitalisme, qu'il n'est pas « contre le système » mais complètement intégré au système capitaliste, et que son projet de société n'est en rien d'améliorer les conditions de vie et de travail des salarié-es. De la même façon, il s'agit de montrer clairement aux collègues que l'obsession antisémite de la bande à Soral-Dieudonné, comme le racisme du FN, ne sert, qu'à diviser les salarié-es et masquer les vraies responsabilités. En désignant tel ou tel groupe, on épargne une classe sociale, celle des patrons, des actionnaires et des banquiers.

Et il nous faut réfléchir au moyen de diffuser plus largement et de populariser nos analyses critiques du système capitaliste et notre projet de transformation sociale en nous appuyant sur les valeurs d'égalité des droits, de solidarité internationale et d'émancipation.

Mais pour Solidaires, la lutte contre le fascisme ne se limite pas aux enjeux électoraux, malgré le rouleau compresseur de la campagne des présidentielles 2017.

Dans les périodes fortes de lutte comme celle contre la loi El Khomri au printemps 2016, l'extrême droite était quasiment inaudible parce que le mouvement social et syndical était fortement mobilisé contre le gouvernement allié au patronat.

Partisan d'un syndicalisme de transformation sociale (heureusement, comme d'autres), nous pensons que ce système doit être combattu et radicalement modifié, qu'un autre partage des richesses est une nécessité absolue ! **Il nous faut, aussi et surtout, démontrer que le syndicalisme est porteur d'un projet de transformation sociale à la fois utopiste et crédible, face aux politiques libérales, que l'unité et la maîtrise des luttes par les salarié-es sont une force.**

SUD-Rail dit non à la LGV Lyon-Turin, exige un report modal, tout de suite en aménageant l'axe ferroviaire historique Ambérieu – Modane.

LGV Lyon - Turin

Les syndicats SUD-Rail, après débat démocratique en conseil fédéral, ont rejeté le Grand Projet inutile de la Ligne à Grande Vitesse Lyon-Turin, et se sont prononcés en faveur d'un report des camions sur les trains en utilisant la ligne existante. Ce report comme nous le précisons sur la base d'études sérieuses et partagées permettrait de dépasser les promesses jamais tenues des derniers grenelles de l'environnement.

Une infrastructure nouvelle peut se justifier, si et seulement si, elle solutionne une situation avérée de saturation ou si elle améliore la qualité de service et favorise ainsi un report modal. Ce n'est pas le cas du Lyon-Turin qui vante le report des camions sur les trains de la LGV dans 30 ans, alors que ce report est possible dès maintenant,

La priorité pour le réseau ferré national est à la maintenance, la sauvegarde des lignes locales, la sécurité, le développement des transports du quotidien, et non à des projets qui engouffrent une très grande partie des finances publiques, en raréfaction du fait du choix politique des gouvernements successifs d'abandonner le système ferroviaire, de privilégier le développement de la route, pour les marchandises et les voyageurs.

Le réseau ferroviaire actuel peut être amélioré, être plus utile à la population et au service public, sur l'axe historique Ambérieu-Modane et sur l'ensemble du

territoire. SUD-Rail, souvent soutenue par des associations d'usagers, avance des propositions concrètes de travaux pour améliorer le réseau ferroviaire.

Pour le transport de marchandises, le report modal immédiat entre la France et l'Italie exige de transformer le site historique SNCF d'Ambérieu en Bugey en triage origine de ferroutage. Comme en Suisse, Autriche, Italie, Allemagne... des matériels roulants permettraient le report route/rail dès demain. Le ferroviaire permettrait de diviser par 3 ou 4 le nombre de camions sur les routes.

Pour le transport de voyageurs, il est scandaleux de dépenser près de 40 milliards d'euros dans une LGV pour diminuer de 30 minutes le temps de trajet, alors qu'il manque près de 3 milliards d'euros par an pour financer les investissements du réseau existant.

L'emploi augmentera avec un report modal immédiat qui nécessite des cheminot-es sur les sites ferroviaires d'Ambérieu, de la Vallée de la Maurienne, etc. A l'inverse, la LGV ne créerait aucun emploi de cheminot à statut et transférerait au privé la ligne historique de Modane.

Le financement par un « Partenariat Privé Public » privatise les profits des travaux de construction et socialise les pertes en attribuant les risques au public. Les fiascos de la LGV Sud Europe Atlantique et de la ligne Perpignan-Figueras, montrent les dégâts de ce type de montage financier. Même le Sénat à droite critique fortement cette « bombe à retardement budgétaire » : le projet ne semble rien coûter de suite au service public, mais coûte bien plus cher à long terme, à nos enfants et petits-enfants !

Il y a urgence à mobiliser toutes les forces syndicales, politiques et citoyennes, afin de revoir les priorités ferroviaires, en phase avec les enjeux sociétaux ! Solidaires et SUD-Rail travaillent à convaincre de l'inutilité de ce projet, coûteux et anti écologique, qui ne fait que répondre aux intérêts financiers des grandes multinationales des travaux publics.



Dans un rapport d'avril 2006, commandé par l'Union européenne, il apparaît clairement que la ligne ferroviaire actuelle n'est pas utilisée à hauteur. Loin s'en faut ! Le tonnage actuel est de 3,5MT pour 20 trains quotidiens en moyenne (2 sens confondus) au lieu des 120 minimums possibles et annoncés par RFF pour 18 MT en moyenne.

« SUD-Rail porte les revendications d'une relocalisation des emplois au plus près des besoins des populations, de la complémentarité des modes de transport, d'un refus des PPP (partenariat public privé), d'une remise en cause du culte énergivore et polluant de la grande vitesse... »

Etude Capacité totale			
LTF – Document B 26.1	Longueur max. des trains : 750 m	Situation de référence 1	18,19 MT
		Situation de référence 2	19,16 MT
	Longueur max. des trains : 650 m	Situation de référence 1	17,41 MT
		Situation de référence 2	18,26 MT
Note RFF – LTF du 20/01/03	Longueur max. des trains : 650 m		17,00 MT
Etude PWC de juin 2004	Longueur max. des trains : 650 m		18,59 MT

Tableau 5.1 Résumé des calculs de capacité de la ligne historique. - Millions de tonnes

FEDERATION DES SYNDICATS DE TRAVAILLEURS DU RAIL
SOLIDAIRES. UNITAIRES. DEMOCRATIQUES

SUD Rail Solidaires

La Fédération SUD-Rail dénonce le projet inutile du LYON-TURIN

Communiqué de presse :

Les syndicats SUD-Rail, après avoir débattu démocratiquement au sein de leur instance nationale, ont rejeté ce Grand Projet inutile.

Nous pouvons admettre la création d'infrastructures nouvelles, si et seulement si elles solutionnent une situation avérée de saturation ou si elles sont le support d'une qualité de service supplémentaire, plus favorable au report modal. Ce n'est pas le cas de l'axe prévu entre Lyon et la ville italienne de Turin.

Dans un contexte de système ferroviaire abandonné par le gouvernement, plus que jamais, la priorité pour le réseau ferré national est à la maintenance, la sauvegarde des lignes locales, la sécurité, le développement des transports du quotidien, et non à des projets qui engouffrent une très grande partie des finances publiques.

Ce projet serait en grande partie financé par un Partenariat Privé Public. Après le fiasco de la LGV SEA et de la ligne Perpignan – Figueras, il est impossible d'être favorable à ce type de montage financier qui continue à privatiser les profits et socialiser les pertes.

La Fédération SUD-Rail, souvent soutenue par des associations d'usagers, a des propositions concrètes de travaux pour améliorer le réseau ferroviaire, en région Rhône-Alpes sur l'axe historique Ambérieu – Modane, mais aussi sur l'ensemble du territoire, qui sont bien plus utiles à la population et au service public.

Pour le transport de marchandises, d'autres solutions sont possibles pour un report modal immédiat entre la France et l'Italie ; le site historique SNCF d'Ambérieu en Bugey peut devenir un triage origine de ferroutage. Comme cela se fait en Suisse, Autriche, Italie, Allemagne, ... des matériels roulants permettraient le report route/rail dès demain.

Pour le transport de voyageurs, peut-on accepter, alors qu'il manque près de 3 milliards d'euros par an pour financer les investissements du réseau existant, que près de 40 Milliards soient investis pour gagner 30 minutes sur le trajet ?

Il y a urgence à mobiliser toutes les forces syndicales, politiques et citoyennes, afin de revoir les priorités en termes de ferroviaire qui soient en phase avec les enjeux sociétaux !

La Fédération SUD-Rail fera son maximum pour convaincre la société civile de l'inutilité de ce projet, coûteux et anti écologique, et qui ne fait que répondre aux intérêts financiers des grandes multinationales des travaux publics.

FEDERATION SUD-Rail - 17 BOULEVARD DE LA LIBERATION 93200 ST DENIS
TEL : 01 42 43 35 75 sudrail.federation@gmail.com FACEBOOK : @sudrailofficiel
FAX : 01 42 43 36 67 www.sudrail.fr TWITTER : @SUD_Rail_Offici

Un projet inutile qui ne résiste pas à l'examen des chiffres

Les enseignements à tirer Sur la ligne existante du Gothard (création en 1874 culminant à 1150 mètres d'altitude), les Suisses ont fait circuler 15,0 millions de tonnes de marchandises (pour un maximum de 16,8* en 2000) dans des conditions d'exploitation (pentes courbes...) identiques à la ligne du Montcenis.

Sur la Ligne du Brenner (création en 1867 culminant à 1370 mètres d'altitude), les Autrichiens ont réalisé 11,7 millions de tonnes (pour un maximum de 14,4 en 2010) sur des voies ferrées présentant les mêmes contraintes (voire supérieures) que la ligne franco italienne du Montcenis

En prenant uniquement le tonnage annoncé par RFF en 2012 pour 120 trains quotidiens, il est possible de réduire immédiatement le tonnage circulant par les Alpes du Nord (Route + Rail) de 67% à 76% ce qui est supérieur aux engagements du Grenelle de l'environnement et aux objectifs européens fixés par le Livre Blanc des Transports.

FÉDÉRATION ET LIAISONS NATIONALES

La grande braderie a commencé Nous ne les laisserons pas faire !



(Crédit Photo : SUD-Rail)

Jusqu'à présent, les 150 000 cheminots de la SNCF étaient soumis à une réglementation du travail, le RH0077 qui avait remplacé le PS 4 en 1999. Dès 2014, dans la loi portant réforme ferroviaire, la suppression de cette réglementation est actée par l'UNSA, la CFDT et les gouvernants. En 2016, gouvernement et patrons lancent la renégociation de la convention collective ferroviaire, dans le même temps le gouvernement passe en force la loi Travail dont les conséquences sont nombreuses pour les salariés.

Pendant plusieurs mois, patrons et gouvernants avec ceux qui ont acté en 2014 la loi ferroviaire, qui programme la suppression du RH0077 au 1er juillet 2016, expliquent que l'empilement des trois étages de leur fusée permettra de sauver la réglementation. SUD-Rail va tout mettre en œuvre pour contrôler les négociations, expliquer que pour lutter contre le dumping social, empêcher la généralisation de la concurrence, il faut élargir le périmètre d'application de la réglementation en vigueur, qui concerne 90 % des personnels de la branche à tous les salariés.

C'est dans ce contexte que le gouvernement écrira un décret-socle défini dès la mi-janvier, qui sera publié le 9 juin mais sans jamais faire l'objet d'évolution !

Patrons et gouvernement se mettront d'accord à nouveau avec UNSA et CFDT sur un accord de Branche qui constitue une régression importante, prévoit de la flexibilité sur la programmation des journées et les modifications de commande, la réduction du nombre de repos et du nombre de repos doubles, un allongement des amplitudes de travail, des fins de service avant repos à 22 h et non à 19 h, et des reprises à 2 h du matin plutôt que 6 h, etc...

A la SNCF, l'accord d'entreprise signé par l'UNSA et la CFDT, que la CGT refuse de dénoncer avec SUD-Rail, est en régression avec le RH 0077 et intègre un article qui permet d'annuler tous les autres articles de l'accord d'entreprise. (ART-49 instaurant un principe dérogatoire et permettant de modifier au plan local les taquets en matière d'amplitude, de FS, PS, de durée du travail...)

Nous avons raison sur tout !

Cette fusée à trois étages permet l'application de la loi El Khomri, en inversant la hiérarchie des normes dans les trois EPIC SNCF !

Il suffit pour cela que les OS signataires acceptent majoritairement les modifications qui leurs sont proposées ! Et celles-ci, dès lors qu'elles ne sont pas inférieures à la CCN (convention collective nationale) peuvent être appliquées immédiatement.

L'accord d'entreprise avec l'article 49, est d'ores et déjà en sursis !

Quelques mois après la mobilisation des cheminot-es, la direction revient à la charge et tente de mettre en place un système dérogatoire au plan national par métier, évitant ainsi de passer par le niveau des établissements, faisant ainsi fi des instances représentatives (CHS CT, CE). Elle veut ainsi imposer l'essentiel des dispositions de la convention collective pour aligner les cheminot-es aux conditions du secteur privé.

Avec l'article 49, tout cheminot peut perdre dès maintenant des repos, se voir modifier son roulement sur des journées encadrants ses repos, travail-

ler quotidiennement plus longtemps, voir son nombre de repos doubles réduit, voir ses amplitudes de travail modifiées, en clair avoir sa vie confisquée !

Voilà pourquoi SUD-Rail a mis en avant les revendications

- D'un même statut pour tous les travailleurs du rail.
- D'un champ d'application reprenant tous les travailleurs du rail et ceux qui contribuent à son organisation.
- Proposer de lutter ensemble et partout dans la grève reconductible contre la loi El khomri, en lien direct avec la mise en place d'une réglementation à trois étages.

La lutte continue, dans les chantiers, les établissements, les UP, les antennes, les bureaux, sièges, ateliers, brigades, partout il faut refuser toutes les modifications à la réglementation. Les organisations syndicales qui dans les assemblées générales ont dénoncé ces accords doivent se rencontrer pour construire la riposte. **La fédération SUD-Rail a proposé à la fédération CGT un appel unitaire et décidera avec les cheminot-es des actions à construire pour refuser toutes régressions à la réglementation.**

20 ans de plan social à la SNCF

Il y a aujourd'hui 135 997 agents au cadre permanent, il y en avait encore 153 323 en 2008. Le nombre de contractuels poursuit sa trajectoire ascendante ; il représente aujourd'hui 25% des recrutements réalisés. Autrement dit, il y a de plus en plus de hors-statut dans un nombre total de cheminots et cheminotes qui, lui, se réduit. En 20 ans, c'est l'équivalent de 25 000 emplois qui a disparu. Cette politique pratiquée par la direction du GPF, qui consiste à créer de la précarisation et du chômage, devrait amener cette même direction à plus de décence quand elle communie sur l'emploi et les recrutements.

- 4696 agents d'exécution ont disparu entre 2013 et 2015.
- L'effectif des agents de maîtrise au cadre permanent continue lui aussi sa chute, année après année, et là non plus l'augmentation du nombre de contractuel-le-s ne pallie pas la décreue totale.
- Seule la population des cadres voit son nombre croître. Ils sont au nombre de 30 951. Dans cette même logique, il y a eu en 2015, 1 671 recrutements de moins qu'en 2013.

La SNCF n'est pas une entreprise de l'égalité des chances comme elle se vante de l'être dans ses publicités, mais au contraire, une **entreprise qui, aujourd'hui, crée du chômage en supprimant des emplois et diminue les droits sociaux des salarié-e-s**. Cette politique de sous-effectif, se pratique contre l'avis des salariés, au mépris de leurs conditions de travail et de la qualité du service rendu aux usagers.

Le GPF développe l'inégalité des chances.

Le Groupe Public Ferroviaire n'a plus rien à envier aux entreprises du CAC 40 et pratique l'inégalité des chances et la non-mixité sociale. D'ailleurs, comment ne pas sourire en lisant toutes les campagnes de communication de la SNCF sur sa politique d'insertion professionnelle et de mixité, **quand plus de 7 000 qualifications A et B ont disparu depuis 2008 ?**

- Où se trouve l'égalité des chances quand une entreprise augmente régulièrement son nombre d'admissions directes sur les seuls collèges maîtrises et cadres ?
- Où est l'égalité des chances quand des milliers de candidat-e-s sans diplômes sont refoulé-e-s ?
- Où est l'égalité des chances quand les trois EPIC affichent des soldes négatifs pour l'année 2015 entre les recrutements et les cessations ?

C'est une évidence, la direction du GPF fait le choix d'être tout sauf une référence en matière de valeurs sociales, publiques, économiques et environnementales. Elle s'affiche sans scrupule dans la réalité des faits comme une entreprise libérale qui fragilise les collectifs, occasionne de la souffrance au travail, désorganise volontairement la production, en éclatant et démantelant l'entreprise publique et qui, dans le même temps, ose sans vergogne parler de Qualité de Vie au Travail.

Les inégalités ont la vie dure ! Les femmes représentent aujourd'hui moins de 20% des embauches au Statut

et 20,3% d'un effectif en déliquescence. Sur les collèges exécution et maîtrise, le nombre de femmes ne cesse de baisser, année après année, quand il progresse sur le collège cadre. Là encore, c'est l'application d'une politique de l'inégalité des chances qui va à l'encontre de la lutte contre les inégalités professionnelles.

A statut et qualification équivalents, l'écart salarial entre les hommes et les femmes perdure.

Dans 99 % des cas, la rémunération est systématiquement plus importante chez les hommes. De même, les femmes sont proportionnellement sous représentées dans les tranches de salaires supérieurs à 3 000 euros mensuel. Une véritable politique de mixité professionnelle ne se résume pas à des campagnes de communications et de recrutements orientées, mais sous-entend une vraie politique de recrutement respectueuse de toutes les différences.

L'inégalité des chances, c'est aussi continuer de priver certains de nos collègues, la plupart présent-e-s depuis bientôt 40 ans, de l'accès au Statut parce qu'ils et elles sont né-e-s ailleurs qu'en France. C'est aussi recruter de moins en moins d'agents originaires des DOM - TOM. Encore un constat qui devrait amener l'entreprise à avoir plus de pudeur lorsqu'elle loue sa capacité d'intégration, de mixité et d'égalité des chances et qu'elle vante les effets bénéfiques de sa politique du logement.

L'entreprise reste dans le domaine de la rémunération constante dans sa mise en avant des inégalités sociales ! **Les 10 plus ardents défenseurs de la rigueur**

budgetaire pour les autres, de la productivité sans limite pour les autres, de la casse et du démantèlement de tout ce qui a fait l'unité et la cohésion sociale de la SNCF, se sont octroyés 3 526 620 euros.

Dans le même temps, la dégradation des conditions de travail se poursuit.

Il n'y a eu aucune pause dans l'altération des conditions de travail engendrée par la politique de l'entreprise. La précarité physique, la souffrance au travail sont omniprésentes, alimentées quotidiennement par des organisations du travail pathogènes initiées au plus haut niveau de l'entreprise et mises en application sans prise en considération des conséquences qu'elles entraînent. A cela, s'ajoute de moindres dépenses sécuritaires en 2015.

Une fois de plus, les résultats présentés par la direction ne sont pas bons. C'est une conclusion qui démontre bien que communiquer sur la qualité de vie au travail tout en niant les signaux d'alerte qui impliquent directement les rythmes de travail, la dégradation des conditions de travail et de leur environnement, n'a vraiment aucun sens et en tout état de cause ne peut infléchir une situation détériorée.

La direction du GPF fait le choix assumé de refuser de rebâtir son organisation du travail, de prioriser la santé physique et mentale des agents et d'instaurer de la stabilité. Les chiffres de l'année 2015 sont les conséquences directes de ce choix politique de l'entreprise d'affaiblir ses salariés et le service rendu aux usagers.

Nous avons fait le choix de nous battre ensemble et partout et de ne pas offrir nos vies aux patrons et aux actionnaires !

Dans le même temps, le recours aux contrats de travail précaires et le recours à l'intérim, ont progressé de plus de 30% en 2015 !



Liaison Transport & Commercial

Souriez, vous êtes enregistré-es

La direction a annoncé depuis plusieurs mois son intention de déployer un nouveau dispositif de contrôle et de surveillance des salariés à travers l'enregistrement systématique de l'ensemble des conversations téléphoniques et GSMR des agents des postes d'aiguillage.

Ce projet vise donc à généraliser ce qui a déjà cours pour les régulateurs, et cela ne manque pas de nous inquiéter !

Le cadre légal dans lequel un tel dispositif peut être déployé n'autorise pas n'importe quelle pratique, d'après l'article L 1121-1 du code du travail : « *Nul ne peut apporter aux droits des personnes et aux libertés individuelles et collectives de restrictions qui ne seraient pas justifiées par la nature de la tâche à accomplir ni proportionnées au but recherché* ».

Le déploiement de ce projet, dont le coût n'est pas précisé, se ferait en priorité sur les postes à forte densité de travaux et de circulation, aux postes faiblement enclenchés ou fréquemment exposés aux incidents... Mais quelles sont les actions engagées (et les budgets !)

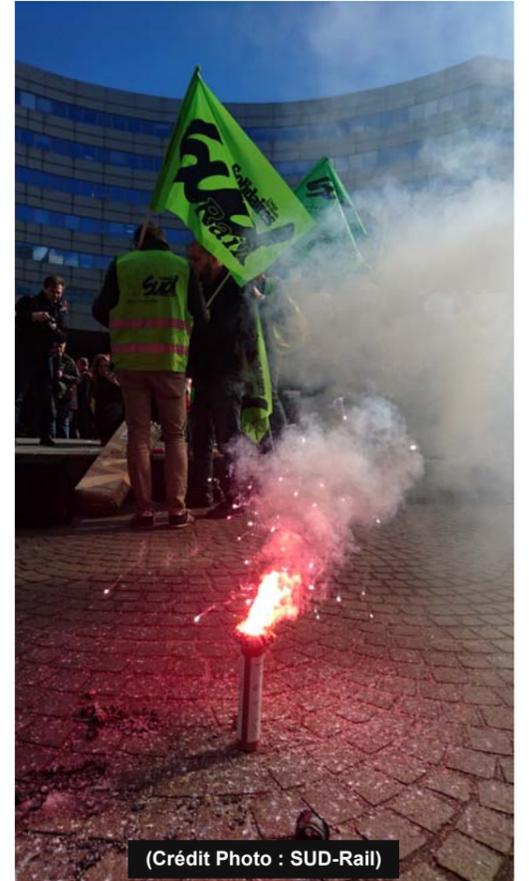
en terme de formation, de renforts en personnel, de modernisation d'installation et de mise en place de « boucles de rattrapages » qui permettraient de s'attaquer aux causes de ces incidents plutôt que de consacrer des budgets importants à la recherche de responsabilités une fois que les incidents ont eu lieu !

Localement, nous devons obtenir des engagements fermes sur :

- L'utilisation de ces données qui devrait se limiter à l'analyse d'incidents au quasi incidents ferroviaires.
- L'utilisation de tels enregistrements dans le cadre d'analyses régularité serait totalement disproportionnée mais aucune garantie n'est donnée en ce sens. Au contraire certains référentiels d'établissement stipulent que les enregistrements des COGC sont d'ores et déjà accessibles sur simple demande sans justifier de leur utilisation.
- Nécessité d'identifier le correspondant informatique et liberté au sein de l'entreprise mais égale-

ment le **responsable des enregistrements** au sein de chaque établissement.

- Veiller à la **réelle information de l'ensemble des salariés** amenés à être enregistrés, qu'ils soient émetteurs ou récepteurs des appels.
- Identifier de manière explicite la **ligne téléphonique non enregistrée** accessible aux agents.



(Crédit Photo : SUD-Rail)

Liaison Retraités-es

Luttes citoyennes, une solution d'avenir

Il existe actuellement dans notre pays, de même que dans les autres nations occidentales, une défiance, voire un rejet des organisations politiques et syndicales, ce qui peut, sinon s'approuver, mais du moins se comprendre. En effet, les grands partis politiques ont tous pris depuis le tournant des années 80 la voie du libéralisme conquérant, inéluctable et indépassable, que ce soit naturellement à droite, où cela représente peu ou prou le fonds de commerce historique, ou, de manière plus récente, à gauche, où la social-démocratie semble dépassée, prise de court par une mon-

dialisation omnipotente, au point que les anciens partis dits « socialistes » ont mis tant d'eau dans leur vin plus ou moins rosé qu'il en est devenu un brouet transparent et insipide. Cela se vérifie en particulier en France, où le « parti de la rose » a perdu tous ses pétales, et ne laisse à ses derniers adeptes que des épines porteuses de tétanos libéral. Il en va de même avec certains syndicats, passés depuis

longtemps du côté obscur de la force (CFDT et UNSA, pour ne pas les nommer, qui ne sont plus que des collaborateurs plus ou moins zélés de l'idéologie dominante.).

Face à cette situation inédite, que ne prévoyait pas le manuel du parfait militant d'il y a 30 ans, la société civile ne reste pas les bras croisés. Il y a certes ceux qui se résignent et renoncent, mais il y a les autres, de plus en plus nombreux, qui, au vu des crises systémiques poussées à leur paroxysme, ne baisse-

ront jamais les bras. La nature a horreur du vide, la révolte légitime aussi. Et les espaces vacants sont immenses et pléthoriques, que ce soit dans le domaine social, politique, sociétal, ou encore environnemental, les différents facteurs étant évidemment liés.

Il est clair aujourd'hui que nous sommes à un tournant civilisationnel, avec une force mondialisée, celle de l'argent tout-puissant, qui, au travers des multinationales et de leurs valets politiques, médiatiques, voire syndicaux, tentent d'imposer une vision des rapports humains et sociaux qui n'ont plus rien d'humain ni de social, et ce au moment où l'effondrement des contres pouvoirs du bloc communiste, avec évidemment toutes ses erreurs et mauvais côtés, laisse le champ libre au capitalisme financier mondialisé. Dans le même temps, les enjeux écologiques n'ont jamais été aussi urgents et cruciaux, exacerbés par cette mainmise de l'argent-roi sur tous les domaines du vivant, planète comprise. Nous en sommes au point où si nous ne réagissons pas, c'est la survie humaine, à travers les structures sociales mais aussi les écosystèmes protecteurs indispensables, qui sont à court terme menacés.

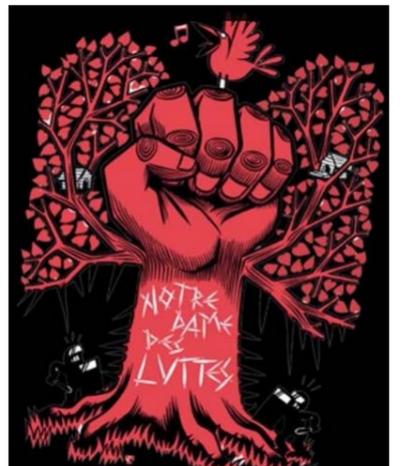
S'il n'y a rien de concret à attendre de la sphère politicienne dans son ensemble, à de rares exceptions près, la société civile peut devenir une solution de substitution. On ne compte plus les comités de défense qui se créent –ou se sont créés– pour s'opposer aux massacres programmés dans tous les domaines fondamentaux. Sans être exhaustifs, citons bien entendu les actions contre les menaces écologiques. Dans notre pays, le comité de défense contre l'aéroport de Notre-Dame des Landes n'est plus à présenter, ayant dès le début reçu notre

soutien actif. D'un militantisme actif, concret, qui dénonce, s'oppose mais aussi propose, il est rejoint par nombres de structures similaires contre ce qu'il convient de nommer les grands projets inutiles, ceux qui ne visent pas à l'amélioration et au bien-être général, mais uniquement au bien-être financier des actionnaires des grands groupes de travaux publics : citons par exemple les comités contre les exploitations de fermes intensives où on nie le statut d'être vivants et souffrants aux animaux, avec les conséquences alimentaires scandaleuses, comme les fermes des mille vaches ; la perte de terres agricoles au profit d'une pseudo civilisation de loisirs abêtissants ou de centres commerciaux démesurés, comme dans le Val d'Oise ou à Roybon (Isère). Mais également sont concernés les grands projets ferroviaires inutiles, tels le Lyon-Turin, pour lequel la fédération SUD-Rail, ayant bien compris les enjeux, s'oppose, et milite donc pour le développement du réseau ferroviaire existant. Il en est de même à Bure, dans la Meuse, où le projet d'enfouir à jamais (à voir !) les déchets radioactifs ultimes laisse une bombe à retardement pour les générations futures.

Cette révolte citoyenne contre l'arbitraire des décideurs, qui souillent les derniers espaces naturels, au mépris des dangers et des conséquences à venir, se retrouve en parallèle dans le domaine politique. Vue l'incurie et la collusion des principaux partis avec la haute finance, les jeunes générations ont décidé de prendre leur destin en main : l'expérience de Nuit Debout au printemps dernier ne sera pas un feu de paille ; ce genre de mouvement spontané, vivant, avec certes toutes ses limites et ses contradictions, mais surtout son souffle et sa sincérité, sera sûrement le point de départ, une nouvelle manière pour les

citoyens de prendre leur destin et leurs décisions en mains, comme cela s'est produit dans d'autres pays européens, avec il est vrai plus ou moins de succès et de pérennité. Mais les révolutions ne se sont pas faites en un jour. Vu l'urgence de la situation, l'importance des enjeux, vu que la démocratie est de plus en plus confisquée, au risque de voir ressurgir des populismes de mauvaise haleine, il faut combattre sans délai l'hydre nauséabonde de la pensée unique, qui, si nous laissons faire, n'aboutira qu'à une société monstrueuse.

Nous, à SUD-Rail, actifs comme retraités, nous sommes et serons solidaires de toutes ces expériences, qui sont dans leur esprit sinon dans leur forme en phase avec nos valeurs de solidarité, d'humanisme et de lutte contre les injustices qui hélas n'ont jamais été aussi flagrantes, tant en France que dans le monde. En tant que vrais militants syndicaux, nous serons partie prenante de tous les mouvements qui visent à transformer la société avant que le veau d'or de l'argent-roi n'étouffe notre planète et ses enfants.



« Aujourd'hui, à un tournant civilisationnel, si nous ne réagissons pas collectivement, c'est la survie de nos structures sociales, mais aussi les écosystèmes indispensables qui sont, à court terme, menacés ! »

SYNDIQUÉES, ON EST PLUS FORTES



Union
syndicale
Solidaires

[HTTP://WWW.SOLIDAIRES.ORG/](http://www.solidaires.org/)